

*Loi organique de 1983*

**M. Orlikow:** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député. Il a dit que son parti préférerait les stimulants fiscaux aux subventions. Comment le député croit-il que les nouvelles entreprises, les entreprises innovatrices, celles qui se lancent dans des secteurs de pointe pourront se débrouiller sans aide financière, particulièrement dans les régions défavorisées du pays comme les provinces atlantiques ou la province que je représente? En effet, elles ne pourront recevoir aucun crédit d'impôt, puisqu'elles se lancent tout juste en affaires.

**M. Wilson:** Monsieur le Président, je suis heureux que le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) ait soulevé cette question, car elle revêt une grande importance. Dans mon intervention, j'ai bien dit que les subventions auront toujours un rôle à jouer. J'ai même mentionné le cas des nouvelles entreprises.

● (1125)

A mon avis, il faut que les subventions et les dégrèvements se complètent. Par exemple, je crois que si l'on offre davantage de stimulants fiscaux pour inciter les gens à investir dans de nouvelles entreprises, on aura moins besoin de subventions de démarrage. Si, dès le départ, les entreprises obtiennent les capitaux nécessaires, ce qui présente toujours un problème au Canada, elles n'auront pas besoin de subventions. Les stimulants fiscaux permettront à l'entreprise de réussir et d'obtenir l'appui nécessaire pour se développer.

**M. Orlikow:** Monsieur le Président, nul n'ignore que nombre d'inventions et de procédés nouveaux n'ont pas été créés par les grandes entreprises qui, au Canada plus particulièrement, sont peu dynamiques, mais par de très nouvelles entreprises dirigées par des jeunes gens qui se lancent avec peu de capitaux. De toute évidence, ils n'obtiennent, au départ, aucun crédit fiscal.

Dans son allocution, le député a dit qu'il y avait place aussi bien pour les subventions que pour les incitations fiscales, mais il a laissé entendre que lui et son parti recourraient de préférence aux mesures fiscales. Bien sûr, on emploie ces types d'aide. Je crains toutefois que, si un gouvernement conservateur ne se repose que sur les stimulants fiscaux il ne nous prive de nouvelles entreprises ou des innovations de petites entreprises dont nous aurons grandement besoin pour réussir.

**M. Wilson:** Monsieur le Président, on a démontré très clairement dans d'autres pays ainsi qu'au Canada, quoique de façon contraire, que les hommes d'affaires prennent plus d'initiatives s'ils sont stimulés par un Régime fiscal attrayant que par un bureaucrate ou un politicien à Ottawa ou ailleurs qui déclare: «Vous allez recevoir de l'argent, vous pas; vous serez traité favorablement, vous pas».

Je me suis déjà occupé d'investissements et je sais quelles erreurs les gens peuvent faire quand ils décident lequel sera traité favorablement et lequel ne le sera pas. Les gens du gouvernement, hommes politiques ou bureaucrates, ne sont pas en mesure de juger quelle entreprise finira par rapporter et laquelle ne sera pas rentable. Je préfère que cette décision-là soit laissée au secteur privé et au marché.

Si nous pouvons concevoir un régime fiscal qui encourage les innovateurs et les investisseurs, moins de gens compteront sur

les gouvernements pour se dépanner. Au nom du parti conservateur, je dis que c'est là le genre d'économie que nous voulons au Canada.

**M. Kristiansen:** Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au député qui vient de parler. En mettant l'accent sur un régime de mesures incitatives, qu'il s'agisse de crédits d'impôts ou d'autres genres d'amortissements ou d'incitations, il favorise surtout les personnes déjà bien nanties. Autrement dit, plus on a, plus on reçoit. Le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) lui a dit il y a quelques instants que les pauvres et les affamés...

● (1130)

**M. le vice-président:** Je prierais le député d'exposer brièvement son raisonnement, car un ou deux députés demandent la parole.

**M. Kristiansen:** Oui, monsieur le Président. Voici ma question: pourquoi insiste-t-il pour favoriser—de toute évidence, c'était l'essentiel de ce qu'il a dit—ceux dont la position est déjà forte ou dominante au lieu d'encourager les pauvres et les affamés qui sont inventifs, qui veulent établir des petites entreprises et qui ont besoin d'un coup de pouce afin de stimuler l'économie?

**M. Wilson:** Monsieur le Président, le député s'est carrément mépris sur le sens de mes propos. J'ai dit à maintes reprises—je l'ai déclaré à la Chambre—que si le régime fiscal encourage les gens à investir pour lancer de nouvelles entreprises, un nombre considérable de nouvelles entreprises seront mises sur pied et elles créeront énormément d'emplois au Canada. Le parti conservateur comprend la petite entreprise beaucoup mieux que ne la comprennent le Nouveau parti démocratique et le parti libéral. Il y a belle lurette que le parti conservateur encourage la petite entreprise et qu'il reçoit l'appui très généreux des petits hommes d'affaires.

Je me permets de signaler au député que la Canadian Organization of Small Business et la fédération canadienne de commerces indépendants qui représentent les petits entrepreneurs d'un bout à l'autre du Canada ne se posent même pas la question: l'un et l'autre de ces deux organismes préfèrent manifestement l'incitation fiscale à la subvention, car pour obtenir une subvention ils sont obligés de venir à Ottawa, de supplier le gouvernement et de lui faire brasser toute la paperasse que cela entraîne, donc du temps perdu. Ils ne sont pas reçus avec autant d'empressement qu'on en accorde à la grande entreprise. Par conséquent, en préférant les incitations fiscales aux subventions, de toute évidence le parti conservateur encourage la petite plutôt que la grande entreprise que, je le suppose, le NPD commence à coudoyer beaucoup plus fréquemment que dans le passé.

**M. Tobin:** Monsieur le Président, ma question s'adresse au député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) et elle a trait à la réorganisation du ministère de l'Industrie et du Commerce. D'abord, je voudrais féliciter le député de se faire l'apôtre dévoué d'une politique à la Thatcher et à la Reagan. Et nous savons tous où elle mène.